

## DES ACTIONS COHERENTES ET DETERMINEES

Depuis deux semaines, plusieurs milliers d'enseignants-chercheurs et enseignants du supérieur, dans tous les établissements, participent sous des formes diversifiées à un mouvement ascendant de contestation des choix régressifs du gouvernement. Les universitaires, les chercheurs, les étudiants, attachés au rayonnement du service public d'enseignement supérieur et de recherche, entendent voir retenus d'autres choix en matière de budget, d'emplois, de statuts, de rémunérations, de cursus de formations, en particulier pour la formation des enseignants dans le cadre de concours nationaux, pour les missions spécifiques des IUT. Le SNESUP appelle tous les universitaires à amplifier leur mobilisation devant le refus opposé jusqu'à aujourd'hui par Valérie Pécresse et François Fillon d'entendre leurs légitimes revendications. Comme l'ont exigé les secrétaires généraux de la FSU, du SNCS et du SNESUP, il faut rétablir les 1000 emplois supprimés au budget 2009, abandonner le décret dénaturant le statut national des enseignants-chercheurs, respecter l'intégrité des organismes (CNRS, INSERM...), comme leurs missions et le statut de leurs personnels.

Afin de construire un nouveau cadre pour la formation des enseignants, il est indispensable de reporter au plus tôt à 2011 l'entrée en vigueur de nouveaux concours pour le recrutement des enseignants appuyés sur de nouveaux cursus de formations. Le SNESUP demande aux personnels dans les universités, dans les IUFM, et en coordination académique, de mobiliser toutes leurs forces afin que les conseils centraux ne soient pas en capacité d'adopter les projets de maquettes des MASTER (formation des enseignants) avant octobre 2009.

Le SNESUP appelle à diversifier dans une cohérence unitaire les modalités d'intervention des collègues, des personnels et des étudiants pour obtenir que s'ouvrent enfin des négociations sur tous les enjeux de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il appelle à redoubler d'efforts pour faire signer les enseignants du supérieur et les chercheurs sur la pétition « respect du statut des enseignants-chercheurs » qui a recueilli près de 10.000 signatures et qui devrait d'ici fin décembre atteindre les 20.000 pour peser sur le gouvernement et obtenir le retrait du décret.

Il appelle tous les collègues à consolider et amplifier le **dispositif de grève administrative** tel que fixé selon des modalités diverses dans les composantes et établissements. Cette grève administrative passe par la rétenion des notes de contrôles continus et d'examens (néanmoins communiquées aux étudiants), par le report des délibérations de jurys semestriels (excepté pour les étudiants qui ont un besoin absolu de ce relevé de décisions).

Le SNESUP appelle à construire ce dispositif jusqu'à la fin janvier 2009. Il réitère sa demande d'ouverture de négociations précédée des mesures significatives du gouvernement, faute de quoi, avec les collègues, s'engagerait une nouvelle phase de la grève administrative pouvant conduire à la démission de toutes leurs charges administratives des collègues dans leurs responsabilités de départements, UFR, etc.

Le SNESUP se félicite des dynamiques construites en régions et à Paris dans la bataille contre la précarité, particulièrement avec l'occupation pacifique du siège de l'ANR. Il entend inviter, dans le cadre de la journée du 10 décembre qui fédère tous les secteurs de l'éducation, à une forte initiative parisienne interpellant les universitaires, les chercheurs, les intellectuels, et tous les démocrates, à l'avenir du service public d'enseignement supérieur et de recherche.

Le SNESUP prépare pour janvier 2009, dans le cadre le plus large des organisations syndicales, des sociétés savantes, un appel à l'opinion sur la question de la formation des enseignants.

Dès le 4 décembre, dans les assemblées générales tenues dans la plupart des établissements, comme devant le conseil d'administration de l'INSERM, il appelle à construire dans l'unité les initiatives les plus déterminées pour sauvegarder et améliorer les universités et la recherche.

Paris, le 2 décembre 2008

Une absolue priorité, amplifier les signatures  
<http://www.recherche-enseignement-superieur.fr>